

**Emergency motion - Refugee crisis in Europe**  
**Adopted at the ETUC 13<sup>th</sup> Congress on 30 September 2015**

In recent months Europe has been experiencing a massive increase in numbers of people crossing our borders to seek protection from war and destruction in their own countries.

Many of these asylum-seekers risk their lives and the lives of their children and families in search of a peaceful and respectful environment to live in. The ETUC strongly condemns any measures that endanger their human dignity, human rights or physical integrity.

The barriers and fences that have been built recently have proved to be ineffective and have the sole impact of diverting flows from one route to another and playing into the hands of people-smugglers. Their use must be rejected.

We deplore the loss of lives of asylum-seekers crossing the Mediterranean and reiterate our call for the European Commission to continue search-and-rescue operations in order to provide effective humanitarian assistance to those at sea.

Long queues at asylum offices, overcrowded reception centres and improvised camps in many corners of Europe show how badly prepared and unwilling the countries have been to cope with this crisis. Austerity policies have added to the problems, making conditions even more difficult in the countries where refugees first arrive.

The ETUC supports the fundamental European values of respect for human life and dignity, and opposes populist and xenophobic attitudes. These values must be translated into action. To this end a genuine cooperation between EU Member States in accepting adequate numbers of refugees is essential, in line with the letter and spirit of the Treaties.

The ETUC calls for a proactive European asylum policy which respects internationally agreed protection standards, including the UN 1951 Convention on Refugee Status and its 1967 Protocol.

The Dublin Regulation must be overhauled. New rules should ensure that care for asylum-seekers is fairly shared between Member States and, as far as possible, take account of asylum-seekers' needs and choice of country of destination based on community, linguistic or family links, among other factors.

The ETUC calls for an urgent resettlement scheme which goes far beyond the 20,000 resettlements from third countries initially proposed by the European Commission.

The Council's decisions adopted on 22 September have to be welcomed. Relocation of 160,000 refugees can provide immediate relief to countries receiving extraordinary flows of international protection-seekers. In addition, financial aid to UN agencies will also help people camped in millions on the edges of conflict areas. However, the measures agreed by the Council provide only a partial response to the challenges that Europe is facing, and are far from achieving a permanent solution within a genuine European asylum policy. The ETUC encourages Member States to continue to work together in a spirit of constructive solidarity under the leadership of the European institutions. The ETUC condemns governments that are currently opting out of a common approach towards the relocation of asylum-seekers in Europe.

The ETUC calls for more effective cooperation for development with countries of origin. Democratic and economic development is key to removing the root causes of large-scale movements of people. The EU has a role to play in fostering this process.

The European Commission Agenda to cope with the refugee crisis may prove inadequate given the growing scale of the problem, especially on the East Balkan routes and in the Mediterranean Sea. More must be done: all people have the right to safety, economic security, religious and political freedom and access to quality health services and quality education within a society which protects those freedoms. The EU and its Member States should restore adequate levels of quality public services for all. Priority should be given to services that safeguard social cohesion, such as employment and housing. Reception and asylum processing centres need to be staffed by well-trained public-service workers.

With its 60 million members, the trade union movement in Europe remains a bulwark against all forms of intolerance and will continue to press for humanitarian responses to a humanitarian crisis. Where refugees are able to work, unions will recruit and represent them, and we will work with partners to provide

humanitarian assistance to those who are not in work. The ETUC will cooperate with the International Trade Union Confederation is responding to a crisis that is global as well as European.

**Motion d'urgence - Crise des réfugiés en Europe**  
**Adoptée au 13<sup>ème</sup> Congrès de la CES le 30 septembre 2015**

Ces derniers mois, l'Europe a été confrontée à une énorme augmentation du nombre de personnes fuyant la guerre et les destructions dans leurs pays et traversant ses frontières pour y chercher protection.

Nombre de ces demandeurs d'asile risquent leur vie et la vie de leurs enfants et de leur famille à la recherche d'un environnement paisible et respectueux où pouvoir vivre. La CES condamne fermement toute mesure mettant en danger leur dignité humaine, leurs droits humains ou leur intégrité physique.

Les obstacles et les clôtures récemment érigés se sont révélés inefficaces et ont pour seul effet de dévier les flux migratoires d'un pays vers un autre et de faire le jeu des passeurs. Il faut les bannir.

Nous pleurons les pertes de vie de migrants en Méditerranée et réitérons notre appel à la Commission européenne pour qu'elle poursuive les opérations de recherche et de sauvetage en mer afin d'assurer une aide humanitaire efficace.

Les longues files d'attente devant les bureaux d'accueil pour demandeurs d'asile, les centres de réception surpeuplés et les camps de migrants improvisés dans plusieurs régions d'Europe montrent combien les pays sont mal préparés et réticents face à cette crise. Les politiques d'austérité n'ont fait qu'aggraver les problèmes, rendant les conditions encore plus difficiles dans les pays où les réfugiés arrivent d'abord.

La CES soutient les valeurs européennes fondamentales de respect de la vie et de la dignité humaines et s'oppose aux comportements populistes et xénophobes. Ces valeurs doivent se traduire en actions concrètes. A cet effet, une véritable coopération entre États membres de l'UE est essentielle pour que chaque pays accueille un nombre suffisant de réfugiés conformément à la lettre et à l'esprit des traités.

La CES réclame une politique européenne proactive en matière d'asile qui respecte les normes de protection prévues par les accords internationaux, y compris la convention de 1951 des Nations unies relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967.

Le règlement de Dublin doit être révisé. De nouvelles règles doivent assurer que la prise en charge des demandeurs d'asile soit équitablement répartie entre les États membres et tienne compte, autant que possible, des besoins et du choix du pays de destination des réfugiés, notamment sur base de liens communautaires, linguistiques ou familiaux.

La CES plaide pour un programme de réinstallation urgent allant bien au-delà de la réinstallation de 20.000 ressortissants de pays tiers initialement proposée par la Commission européenne.

Il faut saluer les décisions du Conseil adoptées le 22 septembre. La répartition de 160.000 réfugiés peut apporter un soulagement immédiat aux pays les premiers touchés par les flux énormes de personnes cherchant protection. De plus, le soutien financier aux agences des Nations unies viendra aussi en aide aux millions de déplacés dans les camps à la périphérie des zones de conflit. Cependant, les mesures arrêtées par le Conseil ne répondent que partiellement aux défis auxquels l'Europe doit faire face et sont loin de constituer une solution permanente dans le cadre d'une véritable politique européenne de l'asile. La CES encourage les États membres à agir ensemble dans un esprit de solidarité constructive sous la houlette des institutions européennes. La CES condamne les gouvernements qui refusent actuellement une approche commune de la réinstallation des demandeurs d'asile en Europe.

La CES appelle à une coopération plus efficace en faveur du développement des pays d'origine. En effet, leur développement démocratique et économique est essentiel pour éliminer les causes premières des déplacements de populations à grande échelle. L'UE a un rôle à jouer pour favoriser ce processus.

L'agenda de la Commission européenne pour gérer la crise des réfugiés pourrait se révéler insuffisant compte tenu de l'ampleur grandissante du problème, en particulier dans les Balkans orientaux et en mer Méditerranée. Il faut en faire davantage : toutes les personnes ont droit à la protection, à la sécurité économique, à la liberté religieuse et politique ainsi qu'à l'accès aux soins de santé de qualité et à une éducation de qualité au sein d'une société respectueuse de ces principes. L'UE et ses États membres doivent

rétablir des services publics de qualité adéquats pour tous. Priorité doit être donnée aux services qui préservent la cohésion sociale tels que les services pour l'emploi et le logement. Les centres d'accueil et de traitement des demandes d'asile doivent disposer d'employés bien formés.

Fort de ses 60 millions de membres, le mouvement syndical européen reste un rempart contre toute forme d'intolérance et continuera à faire pression pour que des réponses humanitaires soient données à une crise humanitaire. Lorsque des réfugiés sont en mesure de travailler, les syndicats les recruteront et les représenteront. Avec leurs partenaires, ils apporteront l'aide humanitaire nécessaire à ceux qui n'ont pas de travail. La CES coopérera avec la Confédération syndicale internationale pour répondre à une crise qui est non seulement européenne mais aussi mondiale.

### **Dringlichkeitsantrag - Flüchtlingskrise in Europa Verabschiedet vom 13. EGB-Kongress am 30. September 2015**

In den vergangenen Monaten hat es über die europäischen Grenzen einen massiven Zustrom von Menschen gegeben, die bei uns Schutz vor Krieg und Zerstörung in ihren eigenen Ländern suchen.

Viele dieser Asylsuchenden riskieren ihr Leben und das Leben ihrer Kinder auf der Suche nach friedlichen Lebensumständen, in denen sie als Menschen respektiert werden. Der EGB verurteilt nachdrücklich alle Maßnahmen, die die menschliche Würde, die Menschenrechte oder die körperliche Unversehrtheit dieser Menschen gefährden.

Die Hindernisse und Zäune, die in letzter Zeit errichtet wurden, haben sich als unwirksam erwiesen und bewirken lediglich, dass sich die Flüchtlingsströme einen anderen Weg suchen und Menschenschmuggler davon profitieren. Diesen Banden ist das Handwerk zu legen.

Wir beklagen den Tod von Asylsuchenden, die Europa über das Mittelmeer erreichen wollen, und wiederholen unsere Forderung, dass die Europäische Kommission weiterhin Such- und Rettungseinsätze durchführen soll, um den Flüchtlingen auf hoher See humanitäre Hilfe zukommen zu lassen.

Lange Schlangen vor den Asylbehörden, überfüllte Aufnahmelager und improvisierte Camps in vielen Teilen Europas zeigen, wie schlecht vorbereitet und unwillig die Länder sind, diese Krise zu bewältigen. Die Austeritätspolitik hat diese Probleme zusätzlich verschärft und die Bedingungen in den Ankunftsändern noch schwieriger gemacht.

Der EGB unterstützt die fundamentalen europäischen Werte wie Respekt vor dem menschlichen Leben und der Menschenwürde und bekämpft populistische und fremdenfeindliche Einstellungen. Das Einsetzen für diese Werte muss in Form konkreter Maßnahmen erfolgen. Zu diesem Zweck ist eine echte Zusammenarbeit zwischen den EU-Mitgliedstaaten wichtig, die entsprechend dem Wortlaut und dem Geist der Verträge eine angemessene Anzahl von Flüchtlingen aufnehmen müssen.

Der EGB fordert eine proaktive europäische Asylpolitik, die international vereinbarte Schutzstandards beachtet, darunter auch das UN-Abkommen über die Rechtsstellung von Flüchtlingen von 1951 und das ergänzende Protokoll von 1967.

Die Dublin-Verordnung muss modifiziert werden. Neue Vereinbarungen sollten sicherstellen, dass die Betreuung der Asylsuchenden gerecht zwischen Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und dass dabei weitgehend auf die Bedürfnisse der Asylsuchenden und die Wahl ihres bevorzugten Ziellandes Rücksicht genommen wird. Dabei sind - neben anderen Faktoren - Gemeinschaft, Sprache und Familie entscheidend.

Der EGB fordert ein schnell umzusetzendes Neuansiedlungsprogramm, das weit über die ursprünglich von der Europäischen Kommission vorgeschlagene Neuansiedlung von 20.000 Flüchtlingen aus Drittstaaten hinausgeht.

Die am 22. September angenommenen Beschlüsse des Rates sind zu begrüßen. Die Umverteilung von 160.000 Flüchtlingen kann zu einer sofortigen Entlastung von Ländern führen, die eine außerordentlich hohe Zahl von internationalen Schutzsuchenden aufnehmen. Darüber hinaus werden Finanzhilfen für Sonderagenturen der Vereinten Nationen ebenfalls den Millionen Menschen zugutekommen, die in Flüchtlingslagern unmittelbar an der Grenze der Konfliktzonen leben. Die vom Rat vereinbarten Maßnahmen stellen allerdings nur eine unvollständige Antwort auf die Herausforderungen dar, mit denen Europa konfrontiert wird, und sind weit von einer dauerhaften Lösung innerhalb einer echten europäischen Asylpolitik

entfernt. Der EGB ermutigt die Mitgliedstaaten, weiterhin im Geiste konstruktiver Solidarität unter der Führung der europäischen Institutionen zusammenzuarbeiten. Der EGB verurteilt Regierungen, die gegenwärtig nicht an einer gemeinsamen Strategie zur Umverteilung der Asylsuchenden in Europa teilnehmen wollen.

Der EGB fordert eine effektivere Entwicklungszusammenarbeit mit den Herkunftsländern. Eine demokratische und wirtschaftliche Entwicklung ist entscheidend für die Beseitigung der eigentlichen Ursachen dieser massiven Wanderungsbewegungen von Menschen. Die EU muss einen wichtigen Beitrag zur Förderung dieses Entwicklungsprozesses leisten.

Die Agenda der Europäischen Kommission zur Bewältigung der Flüchtlingskrise kann sich angesichts des zunehmenden Ausmaßes dieses Problems als unzureichend erweisen, dies gilt besonders für die Situation auf den Ostbalkanrouten und im Mittelmeer. Hier muss mehr getan werden: Alle Menschen haben das Recht auf Schutz, wirtschaftliche Sicherheit, Religionsfreiheit, politische Freiheit und Zugang zu einem qualitativ hochwertigen Gesundheits- und Bildungswesen in einer Gesellschaft, die diese Freiheiten schützt. Die EU und ihre Mitgliedstaaten sollten dafür sorgen, dass es wieder ein adäquates Angebot an qualitativ hochwertigen öffentlichen Diensten für alle gibt. Priorität sollten dabei Dienstleistungen haben, die den sozialen Zusammenhalt sichern, z.B. Beschäftigung und Wohnen. Die Aufnahmeeinrichtungen und die Zentren für die Prüfung von Asylansprüchen müssen mit gut ausgebildeten Beschäftigten des öffentlichen Dienstes besetzt werden.

Mit ihren 60 Millionen Mitgliedern bleibt die europäische Gewerkschaftsbewegung ein Bollwerk gegen jede Form von Intoleranz und wird sich weiterhin für eine humanitäre Antwort auf diese humanitäre Krise einsetzen. Wo Flüchtlinge in der Lage sind zu arbeiten, werden die Gewerkschaften sie für sich gewinnen und sie vertreten. Wir werden mit Partnern zusammenarbeiten und denjenigen humanitäre Hilfe leisten, die keine Arbeit haben. Der EGB wird mit dem Internationalen Gewerkschaftsbund zusammenarbeiten, um auf eine Krise zu reagieren, die sowohl eine globale als auch eine europäische Dimension hat.